



Mission régionale d'autorité environnementale
Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale
après examen au cas par cas sur l'élaboration
du plan local d'urbanisme
d'Enencourt-le-Sec (60)**

n°MRAe 2018-2764

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 104-1 à L104-3, R104-8 et R104-28 à R104-33 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015, relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 5 mai 2017 et du 16 octobre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, déposée par la commune d'Enencourt-le-Sec le 26 juillet 2018, concernant l'élaboration du plan local d'urbanisme communal ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 22 août 2018 ;

Considérant que la commune d'Enencourt-le-Sec, qui comptait 197 habitants en 2014, projette d'atteindre 208 habitants en 2030, soit une croissance annuelle de la population de 0,35 %, et que le plan local d'urbanisme prévoit la construction de 16 logements :

- 1 logement dans le tissu urbain par comblement de dent creuse de 0,05 hectare ;
- 5 logements en mutation d'espaces sur 0,15 hectare ;
- 14 logements en extension d'urbanisation (zone Ub) et dans une zone d'urbanisation future (zone 1 AU) sur une surface totale de 1,05 hectare pris sur des terres agricoles ;

Considérant que la partie agglomérée du bourg est couverte par un assainissement collectif dont les effluents sont traités par la station d'épuration communale qui a une capacité couvrant les besoins actuels et futurs ;

Considérant la présence d'un risque d'inondation d'aléa très élevé par remontée de nappe subaffleurante affectant les deux secteurs de projet et d'un risque d'inondation par ruissellement affectant le secteur de projet localisé au sud-est, qui devront être pris en considération par des mesures préventives de construction ;

Considérant que l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune d'Enencourt-le-Sec n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

Décide

Article 1^{er} :

La procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme d'Enencourt-le-sec n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles un projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à Lille, le 25 septembre 2018

La Présidente de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France,



Patricia Corrèze-Lénée

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) auprès de :
Madame la Présidente de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France
DREAL Hauts-de-France – Service IDDEE
44, rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) auprès du :
Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille cedex